

Évaluation externe (ex-post) de l'Année Européenne de l'Éducation par le Sport

AEES 2004

Lyon ■

13 bis, place Jules Ferry
F-69006 Lyon
Tél. : +33 (0)4 72 83 78 80
Fax : +33 (0)4 72 83 78 81
Lyon@Eureval-C3E.fr

Paris ■

97, rue du Cherche-Midi
F-75006 Paris
Tél. : +33 (0)1 53 63 83 90
Fax : +33 (0)1 53 63 83 91
Paris@Eureval-C3E.fr

Commission européenne

Direction Générale de l'Éducation et de la Culture

Juin 2005

Sommaire

1. Résumé	3
▪ L'Année Européenne de l'Éducation par le Sport	3
▪ L'évaluation	3
▪ Les enseignements de l'évaluation	4
▪ Recommandations pour prolonger l'action de la Commission européenne dans le domaine de l'éducation par le sport	8
2. Summary	9
▪ The European Year of Education through Sport	9
▪ The evaluation	9
▪ The outcome of the evaluation	10
▪ Recommendations for further European Commission actions in the field of education through sport	14
3. Zusammenfassung	15
▪ Das Europäische Jahr der Erziehung durch Sport	15
▪ Evaluierung	15
▪ Die wichtigsten Schlussfolgerungen aus der Bewertung	16
▪ Empfehlungen für weitere Aktivitäten der Europäischen Kommission im Bereich der Erziehung durch den Sport	20

1. Résumé

Nota bene : la version française du résumé est l'originale.

L'Année Européenne de l'Éducation par le Sport

L'Année européenne de l'éducation par le sport (AEES 2004) s'inscrit dans le cadre des initiatives d'années européennes prises par l'Union européenne depuis près d'une décennie. Cette nouvelle initiative fait suite entre autres à l'éducation tout au long de la vie (1996), la lutte contre le racisme (1997), l'Année européenne des langues (2001) ou l'intégration des populations handicapées (2003).

L'objectif général de l'AEES était de : « *Promouvoir l'utilisation du sport comme outil d'éducation formelle et non formelle et en tant que facteur d'intégration sociale* ».

Pour ce faire, la Commission européenne a choisi d'apporter un soutien financier aux initiatives qui relevaient d'un intérêt communautaire et de communiquer autour de l'éducation par le sport, à l'occasion de cette Année Européenne.

L'action, dotée d'un budget de 12,3 millions d'euros, concernait 28 pays : les 25 États membres et 3 pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) : la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande.

L'évaluation

L'évaluation porte sur les années 2003 (préparation) et 2004 (réalisation) et sur les 28 pays participants. Son objectif est d'estimer dans quelle mesure les objectifs fixés à l'AEES ont été atteints et d'envisager la poursuite ou l'élaboration de nouvelles initiatives, à l'issue de l'AEES. L'évaluation analyse les réalisations et la mise en œuvre de l'action et porte un jugement, fondé sur les critères de pertinence¹, de cohérence², d'efficacité³, d'efficience⁴ et d'impact⁵.

L'évaluation de l'AEES a débuté en juin 2004 et s'est déroulée sur 11 mois. Elle a donné lieu à une collecte d'informations conséquente. Cinq campagnes ont été menées en parallèle : une série d'entretiens face-à-face et téléphoniques auprès de l'ensemble des organes de coordination nationaux⁶ (28 OCN), une série d'entretiens face-à-face et téléphoniques auprès des gestionnaires de l'AEES (Unité Sport de la Commission

¹ La pertinence est « l'adéquation entre les objectifs explicites de l'intervention et les problèmes socio-économiques ».

² La cohérence interne s'entend comme la « correspondance entre les différents objectifs d'une même intervention », la cohérence externe comme la « correspondance entre les objectifs de l'intervention et ceux des autres interventions publiques qui interagissent avec elle ».

³ L'efficacité correspond au fait que « les effets attendus ont été obtenus, que les objectifs ont été atteints ».

⁴ L'efficience correspond au fait que « les effets ont été obtenus à un coût raisonnable ».

⁵ L'impact s'entend comme la conséquence apparaissant pour les destinataires directs après la fin de leur participation à l'intervention ou encore comme la conséquence indirecte sur d'autres destinataires gagnants ou perdants ».

⁶ Les organes de coordination nationaux ont été désignés par les États participants afin de servir de points de contact nationaux pour la mise en œuvre de l'AEES 2004. Leur rôle consiste à informer le public sur les activités liées à l'AEES, à coordonner et mettre en place les campagnes d'information et de communication à l'échelon national, et à participer à la sélection des projets co-financés.

européenne et société de communication), une enquête électronique (portant sur les organisations et sur les valeurs éducatives du sport) et une enquête téléphonique (portant sur les réseaux et la coopération) auprès des 161 organismes bénéficiaires de co-financements, et enfin une enquête téléphonique auprès de plus de 200 organismes candidats mais non bénéficiaires de co-financements.

La mission a été réalisée par un consortium constitué d'un cabinet conseil, spécialisé dans l'évaluation et la conception des politiques publiques : EUREVAL-C3E, un réseau européen d'universitaires-experts du domaine de l'éducation par le sport et un groupe international d'études marketing et d'opinion : TNS Sofres.

La méthode d'évaluation choisie a permis de répondre de façon robuste à nombre de questions, mais présente des limites dans certains cas. Les jugements s'appuient sur une convergence marquée des résultats des différentes campagnes de collecte d'informations, et ce malgré la différence des populations sollicitées (gestionnaires, organismes bénéficiaires et organismes non bénéficiaires). Les résultats de ces collectes ont par ailleurs été considérés comme justes et fiables par les représentants nationaux présents lors de la conférence de l'évaluation de l'AEES organisée les 9 et 10 mars 2005. En revanche, la programmation de l'évaluation (avec un démarrage en juin 2004, rendu nécessaire par l'obligation pour la Commission européenne de présenter un rapport pour le 31 décembre 2005⁷), bien que présentant des avantages, a pu être préjudiciable. En effet, si cette programmation a permis de mieux cerner les forces et faiblesses de la mise en œuvre de l'AEES (la collecte d'informations⁸ est intervenue alors que tous les projets n'étaient pas terminés), elle ne fournissait que peu de recul pour pouvoir juger des impacts de l'action.

Les enseignements de l'évaluation

1 L'AEES a mobilisé de nombreuses énergies et produit des réalisations multiples

L'AEES a rencontré un réel succès en suscitant la candidature de 1 643 projets partenariaux dans le cadre de son appel à propositions. Elle a permis d'en cofinancer 161 (dont 10 projets communautaires, c'est-à-dire rassemblant des participants de plus de 8 pays européens). Six projets importants⁹, réalisés pour certains d'entre eux en coopération avec d'autres institutions internationales, ont également été co-financés en dehors de ce cadre. Une campagne d'information sur les valeurs éducatives du sport, une trentaine de cérémonies (d'ouverture et de clôture de l'Année Européenne) et une présence lors d'une douzaine de manifestations internationales (Euro 2004 et Jeux Olympiques notamment) ont été assurées. Deux Eurobaromètres portant sur les citoyens européens et le sport ont également été produits, l'un avant et l'autre après l'AEES.

⁷ Article 11 de la Décision *Suivi et évaluation* : « La Commission présente, pour le 31 décembre 2005 au plus tard, un rapport au Parlement Européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des Régions sur la mise en œuvre, les résultats et l'évaluation globale des mesures prévues dans la présente décision ».

⁸ La collecte d'informations a eu lieu entre les mois de septembre 2004 et février 2005 et un certain nombre de projets n'étaient pas terminés ou n'avaient pas encore eu lieu.

⁹ Le symposium sur l'éducation olympique, le Forum Européen des Sports 2003, School Sport meets Olympia, European Crossroads, Volontaires européens pour l'Euro, et Champions olympiques d'éducation.

2 L'AEES est une initiative pertinente

Au vu des opinions exprimées par les différents représentants nationaux interrogés, l'AEES et ses objectifs ont constitué une réponse adaptée aux attentes des acteurs du sport et de l'éducation des différents pays participants. Le succès de l'action en témoigne. Les apports de l'AEES en matière de développement des réseaux, de dynamisation des projets, de mobilisation, et de reconnaissance du sport, de ses valeurs éducatives et par extension du travail de ses acteurs, correspondent aux besoins exprimés. La nature de l'action et son contenu sont donc pertinents. Les limites de l'adéquation aux besoins apparaissent en matière d'ampleur de l'action, que ce soit en termes de durée (une année constituant une période très courte) ou de budget (les acteurs exprimant le besoin d'un soutien financier plus important).

3 L'AEES est une action cohérente qui a notamment prouvé une réelle synergie avec les politiques nationales

Cohérence interne

Aucune concurrence entre les différentes familles d'actions de l'AEES n'a été identifiée. Au contraire, la campagne d'information et de communication ainsi que l'organisation des cérémonies ou la présence lors de grands événements ont renforcé la sensibilisation des porteurs potentiels de projets et donc le nombre et la qualité des projets candidats au co-financement. De même, les outils de communication développés ont participé au succès de la réalisation des projets co-financés.

Cohérence externe

Les synergies entre l'AEES et les politiques nationales et locales relatives à l'éducation par le sport sont avérées et unanimement reconnues par les différents acteurs. L'AEES, intervenant en complément des politiques nationales et locales en matière d'éducation par le sport, a en effet mis en valeur et dynamisé ces politiques, a fourni l'opportunité de coopérations et d'une mise en réseau des acteurs (qui n'auraient pas existé sans l'intervention communautaire), a permis l'échange de bonnes pratiques, et a entraîné un effet levier intéressant. Cette action présente donc une valeur ajoutée communautaire.

La cohérence avec les autres politiques communautaires est également visible en matière de communication générale, mais beaucoup plus discrète dans la mise en œuvre opérationnelle des projets co-financés, sur le terrain. D'autres politiques communautaires, comme les politiques de lutte contre l'obésité ou d'intégration des personnes handicapées auraient peut-être pu être mieux associées.

La cohérence de l'AEES est donc satisfaisante tant du point de vue de la cohérence interne que de la cohérence externe avec d'autres politiques. Elle est particulièrement remarquable du point de vue de la cohérence avec les politiques nationales et locales en matière d'éducation par le sport.

4 Les 2 principaux effets recherchés par l'AEES ont été obtenus, les autres effets attendus sont restés limités

L'objectif général de l'AEES était de promouvoir l'utilisation du sport comme outil d'éducation formelle et non formelle et en tant que facteur d'intégration sociale. Ses deux

objectifs spécifiques prioritaires concernaient le développement de la coopération entre les institutions éducatives et les organisations sportives d'une part, et d'autre part la mise à profit des valeurs véhiculées par le sport pour élargir les connaissances et les compétences qui permettent de développer les capacités physiques et sociales.

La mise en œuvre de l'AEES a permis de soutenir un nombre importants de projets, divers et témoignant de partenariats nouveaux et durables entre institutions éducatives et organisations sportives. En effet, 45% des partenaires des organisations bénéficiaires n'étaient pas des partenaires réguliers et la poursuite des partenariats au-delà de l'AEES est prévue dans 95% des cas (pour le développement de nouveaux projets dans près de la moitié des cas). La construction de ces réseaux constitue certainement la plus grande réussite de l'AEES.

Cette action a également contribué, tant par le co-financement des projets que par sa politique de communication, à une plus grande reconnaissance des valeurs éducatives du sport, non seulement dans le milieu des acteurs concernés, mais aussi, bien que de façon plus nuancée, auprès du grand public. La notoriété de l'AEES auprès du grand public est restée faible, voire très faible. Elle a été à peine supérieure auprès des jeunes qui constituaient pourtant une cible privilégiée de la communication. Pour autant, les messages semblent être passés correctement et une évolution de l'opinion des citoyens européens sur les valeurs éducatives et sociales du sport a pu être constatée (cf. comparaison des 2 Eurobaromètres réalisés avant et après l'AEES). Le discours promu par la Commission européenne, associé il est vrai aux effets d'une année particulièrement riche en événements sportifs porteurs de valeurs sociales (Jeux Olympiques et Paralympiques notamment), a participé à faire évoluer les mentalités des citoyens européens dans ce domaine. Ce discours de la Commission européenne a également diffusé dans les cercles d'experts de l'éducation par le sport et l'on note une appropriation des idées et du vocabulaire promu par l'AEES, par les politiques, les dirigeants sportifs ou éducatifs, ou encore les chercheurs.

En revanche, d'autres effets recherchés par l'AEES sont restés plus limités. Il s'agit des effets en matière de promotion du sport comme vecteur d'intégration sociale des personnes défavorisées, d'encouragement d'un meilleur équilibre entre les activités intellectuelles et physiques durant la vie scolaire, de promotion de la contribution positive du volontariat, ou de la mobilité des élèves. Des projets, parfois vraiment innovants, ont bien été réalisés dans ces différents domaines, mais on ne peut affirmer à ce jour qu'ils auront eu un effet suffisant.

Globalement, l'action mise en œuvre par la Commission européenne a atteint ses objectifs principaux.

5 L'AEES est une action relativement efficiente mais son effet levier aurait pu être supérieur

Les principaux objectifs de l'AEES ont donc été obtenus avec un budget alloué de 12,3 millions d'euros. Ce budget n'était pas très conséquent si l'on considère les effets recherchés par cette Année européenne, le nombre de pays participants (28), les coûts d'une campagne de communication à l'échelle européenne et la dynamique suscitée (1 643 projets).

Les ressources financières allouées ont été correctement réparties entre les différents postes de dépenses (co-financement de projets et de cérémonies, campagne de

communication, Eurobaromètres, etc.), et correctement utilisées. Une répartition légèrement différente en matière de communication (moins de spots TV et de brochures mais plus de produits promotionnels), aurait peut-être permis de gagner en efficacité.

En revanche, les ressources humaines se sont avérées sous dimensionnées et la programmation insuffisamment précoce. De plus, les gestionnaires ont dû faire face à une double difficulté : l'intégration à mi-parcours de 10 nouveaux États membres et la mise en œuvre du nouveau règlement financier de la Commission européenne.

De meilleures prévisions dans les deux domaines des ressources humaines et de la programmation auraient permis de réduire, voire d'éviter, les problèmes de mise en œuvre de l'action (retards notamment) qui ont affecté la diffusion de l'information et la réalisation de certains projets. Les effets de l'AEES s'en seraient trouvés renforcés et l'effet levier, déjà conséquent (plus de 7 millions d'euros), aurait été supérieur. En effet, avec une programmation différente, les États participants auraient pu orienter différemment leurs choix budgétaires.

En conclusion, les effets de l'AEES ont été obtenus à un coût raisonnable, mais une programmation plus précoce aurait permis d'obtenir un effet levier supérieur pour le même coût, et l'attribution de ressources légèrement supérieures aurait été de nature à produire sensiblement plus d'effets.

6 Les impacts de l'AEES restent difficiles à juger

Les impacts de l'AEES sont difficiles à évaluer. D'une part, nous manquons de recul dans le temps. D'autre part, l'imbrication des différents événements et politiques survenus en 2004 dans le domaine du sport et de l'éducation par le sport ne permet pas toujours d'isoler les impacts spécifiquement attribuables à l'AEES.

Cette réserve étant posée, l'Année européenne de l'éducation par le sport semble avoir contribué à sensibiliser l'opinion publique européenne à ce nouveau sujet. En ce qui concerne les acteurs de l'AEES, l'évolution va au-delà de la perception des valeurs éducatives et sociales du sport et des pratiques associées. L'AEES a mis en évidence la nécessité de mieux intégrer le sport dans l'éducation formelle (à l'école) et informelle, et pour ce faire, d'améliorer la coopération entre institutions éducatives et organisations sportives et de créer des réseaux. Cependant, si les mentalités ont évolué grâce, notamment, à l'AEES, la mise en pratique de ces préceptes n'est pas acquise. La Commission européenne est attendue en appui sur ce point.

Sur un tout autre plan, l'AEES a rapproché de la Commission européenne tout un ensemble d'acteurs (notamment des acteurs non gouvernementaux et des structures de petite taille), et leur a permis de se familiariser avec ses procédures et modes de fonctionnement (apport pédagogique). Elle a constitué une première expérience communautaire dans le domaine de l'éducation par le sport, jugée globalement comme réussie, pour les États qui ont intégré l'Union européenne en mai 2004.

Recommandations pour prolonger l'action de la Commission européenne dans le domaine de l'éducation par le sport

1 Valoriser l'initiative AEES

- En diffusant largement les résultats de l'évaluation dans les États participants ;
- En diffusant des exemples de bonnes pratiques ;
- En prévoyant des perspectives pour les bons projets non retenus (capitalisation des bonnes pratiques, des bonnes idées) ;
- En proposant un lien avec l'Année internationale du sport et de l'éducation physique 2005 (ONU et UNESCO).

2 Développer l'action de la Commission dans le domaine de l'éducation par le sport

- En renforçant la dimension « sport » des actions de la Commission européenne dans les domaines du volontariat et de l'éducation non formelle ;
- En prolongeant la réflexion avec les États membres sur le renforcement de la mobilité des étudiants par le biais de l'organisation de rencontres sportives et culturelles ;
- En développant un débat structuré (par exemple par le biais de conférences, de groupes de travail, etc.) avec le mouvement sportif et les États membres sur le rôle du sport dans l'inclusion sociale des groupes défavorisés ;
- En encourageant une réflexion avec les États membres sur le renforcement de la place du sport à l'école ;
- En prolongeant l'effort de coopération des ministères de l'éducation et du sport.

3 Anticiper une éventuelle politique européenne du sport

- En constituant un réseau européen rassemblant institutions éducatives, organisations sportives et autorités publiques ;
- En co-finançant des projets ;
- En informant sur le sport européen grâce par exemple à un Eurobaromètre tous les 3 ans ou la constitution d'un Observatoire européen de l'éducation par le sport ;
- En « labellisant » les institutions ou organisations à l'origine de bonnes pratiques (« les écoles favorables au sport » par exemple) ;
- En conduisant des campagnes de communication ;
- En renforçant la dimension « sport » des actions de la Commission européenne dans d'autres domaines (santé, recherche, politiques sociales, etc.).

2. Summary

The European Year of Education through Sport

The European Year of Education through Sport (EYES 2004) forms part of the series of European years launched by the European Union in the last decade. This new venture follows others such as the European Year of Lifelong Learning (1996), the European Year Against Racism (1997), the European Year of Languages (2001) and the European Year of Disabled People (2003).

The overall goal of the EYES was to promote the use of sport as a means of formal and informal education and as a vehicle for social integration.

To this end, the European Commission decided to provide funding for projects of Community interest and to use this European Year as an opportunity for communication around the theme of education through sport.

The budget for the operation was EUR 12.3 million and 28 countries were covered: the 25 Member States and the three EFTA countries — Norway, Liechtenstein and Iceland.

The evaluation

The evaluation relates to the years 2003 (preparation) and 2004 (implementation) and covers the 28 participating countries. The aim is to assess to what extent the goals of the EYES have been achieved and to suggest how the work should be continued, or what new follow-up initiatives should be devised. The evaluation analyses the achievements and implementation of the EYES and formulates an assessment based on the criteria of relevance¹⁰, coherence¹¹, effectiveness¹², efficiency¹³ and impact¹⁴.

The EYES evaluation started in June 2004 and took 11 months. A great deal of information was collected. A five-track approach was followed, with a series of face-to-face and telephone interviews with all the national coordination bodies¹⁵ (28 NCBs), a series of face-to-face and telephone interviews with the bodies managing the EYES (the European Commission's Sport Unit and a public relations company), an e-mail survey (concerning sports organisations and the educational values of sport), a telephone survey (concerning networks and cooperation) of the 161 bodies which had

¹⁰ Relevance: appropriateness of the explicit programme objectives to socio-economic problems.

¹¹ Internal coherence: correspondence between different objectives of the same programme.

External coherence: correspondence between the programme objectives and other related public programmes.

¹² Effectiveness: whether the desired effects have been achieved; whether the objectives have been attained.

¹³ Efficiency: whether the effects have been achieved at reasonable cost.

¹⁴ Impact: the outcome of participation for those directly involved in the programme or the indirect positive or negative consequences for other parties affected.

¹⁵ The national coordination bodies were designated by the participating states as national contact points for running the EYES 2004. Their function was to inform the public on EYES-related activities, to coordinate and put in place information and promotional campaigns at national level and to help in the selection of projects for co-financing.

received co-financing, and finally a telephone survey of over 200 bodies which applied for co-financing but did not receive it.

The task was carried out by a consortium consisting of a consultancy specialised in the evaluation and formulation of public policies (EUREVAL-C3E), a European network of academic experts in education through sport and an international market and opinion survey group (TNS Sofres).

The method of evaluation chosen yielded robust answers to a number of questions, but had limitations in certain cases. The assessments are based on a marked convergence of the results of the various information-gathering activities, despite their different target populations (organizers, beneficiary bodies and non-beneficiaries). The results of these inquiries were judged to be correct and reliable by the national representatives at the EYES evaluation conference held on 9 and 10 March 2005. However, the timing of the evaluation (which had to start in June 2004, since the European Commission was required to submit a report by 31 December 2005¹⁶) may have been unfortunate, although it did have certain advantages. While it provided a better picture of the strengths and weaknesses of implementation of the EYES (the information was collected¹⁷ at a time when not all projects were completed), it meant that not much time elapsed between the activities and the assessment of their impacts.

The outcome of the evaluation

1 The EYES harnessed a great deal of energy and fostered many activities

It was a real success for the EYES that applications for 1,643 partnership projects were submitted in response to the calls for proposals. Co-financing could be provided for 161 of these projects (including ten "Community" projects, i.e. projects with participants from more than eight European countries). Six major projects¹⁸, some of which were carried out in cooperation with other international institutions, were also co-financed separately. Other features were an information campaign on the educational values of sport, about 30 ceremonies (opening and closing of the European Year) and representation at about a dozen international events (in particular Euro 2004 and the Olympic Games). Two Eurobarometers on the European public and sport were also produced, one before and the other after the EYES.

¹⁶ Article 11 of the Decision: Monitoring and evaluation – "The Commission shall submit, by 31 December 2005 at the latest, a report to the European Parliament, the Council, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on the implementation, results and overall assessment of the measures provided for in this Decision".

¹⁷ The information was collected between September 2004 and February 2005 and some projects were not completed or had not yet been carried out.

¹⁸ The symposium on Olympic Education, the European Sports Forum 2003, School Sport meets Olympia, European Crossroads, European Volunteers for Euro 2004 and Olympic Champions of Education.

2 The EYES is relevant

The opinions expressed by the various national representatives consulted indicate that the EYES and its goals matched the expectations of those involved in sport and education in the various participating countries. This is clear from the success achieved. Expressed needs were met through the contributions made by the EYES, and the work of those involved, to developing networks, stimulating projects, and the mobilisation and recognition of sport and its educational values. The nature and content of the operation are thus relevant. Limits to the extent to which the needs are satisfied arise from the scale of the operation, whether in terms of duration (since a year is a very short time) or of its budget (the players arguing that they needed more funding).

3 The EYES is a coherent operation which has demonstrated real synergy with national policies

Internal coherence

There was no evidence of competing claims of the different sets of activities covered by the EYES. The information and promotional campaign and the organisation of ceremonies or representation at major events rather boosted the awareness of potential project organisers and hence the number and quality of projects submitted for co-financing. The communication tools developed also contributed to the success of the co-financed projects.

External coherence

Synergy between the EYES and the national and local policies for education through sport is confirmed and unanimously recognised by the various parties involved. By giving support to these policies, the EYES raised their profile and imparted a new impetus, provided an opportunity for cooperation and networking of the players (which would not have existed without Community action), allowed the exchange of good practice, and gave rise to a useful leverage effect. Additional benefits have thus accrued from this action at Community level.

Coherence with other Community policies is also apparent as regards general communication but is much less obvious in the operational arrangements for the co-financed projects on the ground. Better links with other Community policies such as combating obesity or the integration of persons with disabilities could perhaps have been established.

The EYES is thus satisfactory in terms of internal coherence and external coherence with other policies. This is particularly noteworthy as regards coherence with national and local policies for education through sport.

4 The two main goals of the EYES were achieved but the other anticipated effects remained limited

The overall goal of the EYES was to promote the use of sport as a means of formal and informal education and as a vehicle for social integration. Its two specific priority aims were to foster cooperation between educational institutions and sports organisations, and to take advantage of the values conveyed through sport to develop knowledge and skills whereby young people can develop their physical prowess and social abilities.

The EYES made it possible to support a substantial number of projects, which were diverse and reflected new lasting partnerships between educational institutions and sports organisations (45% of the partners in the beneficiary organisations were not regular partners and continuation of links beyond the EYES is planned in 95% of partnerships - for work on new projects in nearly 50%). Construction of these networks is certainly the greatest achievement of the EYES.

Both by co-financing of projects and by the promotional policy pursued, the EYES also contributed to greater recognition of the educational values of sport, not only among those directly concerned but also, although to a less pronounced degree, among the general public. Awareness of the EYES in the general public remained low, or indeed very low. It was scarcely any greater among young people, although these were a primary target group. Nonetheless, the message seems to have been successfully conveyed and a shift in European citizens' opinion on sport's educational and social values has been observed (compare the two Eurobarometers produced before and after the EYES). The European Commission's campaigning, admittedly in conjunction with the effects of a year with a particular concentration of sporting events promoting social values (such as the Olympic Games and Paralympics), helped to change the attitudes of the European public in this area. The Commission's message also spread among expert circles in the field of education through sport and the ideas and language promoted by the EYES have visibly been adopted by politicians, sports or educational managers and academics.

However, other desired effects of the EYES have remained more limited. These include promotion of sport as a vehicle for the social inclusion of disadvantaged groups, encouragement of a better balance between intellectual and physical activity during school life, promotion of the positive contribution made by voluntary work and student mobility. Projects were indeed carried out in these fields, and some were truly innovative, but it cannot yet be said that they have had a sufficient effect.

Overall, the European Commission's action attained its main objectives.

5 The EYES was a fairly efficient operation but its leverage effect could have been greater

The main goals of the EYES were thus achieved with a budget of EUR 12.3 million. This was not very large considering the aims of this European Year, the number of countries participating (28), the costs of a Europe-wide promotional campaign and the amount of activity generated (1,643 projects).

The appropriations were correctly allocated to the various items of expenditure (co-financing of projects, ceremonies, promotional campaign, Eurobarometers, etc.) and were properly used. A slightly different distribution of funding in the area of communication (fewer TV spots and brochures but more promotional products) would perhaps have been more effective.

Human resources, however, proved inadequate and planning was not carried out sufficiently early. Those running the programme also had to cope with two problems: incorporating ten new Member States when the operation was already under way, and implementing the European Commission's new Financial Regulation.

Better anticipation in these two areas of human resources and planning would have made it possible to reduce or avoid the practical problems (especially delays) in disseminating information and carrying out certain projects. The effects of the EYES would have been enhanced and the leverage effect, which was already considerable (over EUR 7 million), would have been greater. Different planning arrangements would have allowed the participating states to allocate their budgets differently.

In conclusion, the aims of the EYES were achieved at reasonable cost, but earlier planning would have permitted more leverage for the same cost, and commitment of slightly greater resources might have yielded substantially better results.

6 The impacts of the EYES remain difficult to assess

It is hard to evaluate the impacts of the EYES. Not enough time has elapsed and since various events and policies in sport and education through sport overlapped in 2004 it is not always possible to isolate the impacts specifically attributable to the EYES.

This said, the European Year of Education through Sport does appear to have contributed to making European public opinion aware of this new subject. As regards the players involved in the EYES, the changes go beyond perception of the educational and social values of sport and associated practices. The EYES highlighted the need for better integration of sport in education, both formal (at school) and informal, and hence for networking and better cooperation between educational institutions and sports organisations. However, while attitudes have changed, partly due to the EYES, it cannot be taken for granted that these precepts will be put into practice. The Commission's support is required.

On quite a different level, the EYES brought the Commission into contact with a whole range of players (in particular non-governmental organisations and small groupings) and allowed them to become acquainted with its procedures and working methods (an educational contribution). The EYES was a first Community venture into education through sport, regarded as broadly successful, for the countries which joined the European Union in May 2004.

Recommendations for further European Commission actions in the field of education through sport

1 Build on the EYES initiative

- by distributing the evaluation results widely among the participating countries;
- by publicising examples of good practice;
- by providing a way ahead for good projects that were not selected (capitalising on good practice, good ideas);
- by proposing a link with the International Year of Sport and Physical Education 2005 (UN and UNESCO).

2 Further develop the Commission's action in the field of education through sport

- by strengthening the “sport” dimension of the European Commission's activities in the fields of voluntary work and informal education;
- by continuing discussions with the Member States on improving student mobility by arranging sporting and cultural encounters;
- by engaging in a structured debate (through conferences, working groups, etc.) with the world of sport and the Member States on sport's role in the social inclusion of disadvantaged groups;
- by promoting discussion with the Member States on strengthening the position of sport in school life;
- by continuing the cooperative efforts of the Ministries of Education and Sport.

3 Anticipate the possibility of a European sports policy

- by establishing a European network of educational institutions, sporting organisations and public authorities;
- by co-financing projects;
- by providing information on European sport: e.g. a Eurobarometer every three years or establishment of a European observatory of education through sport;
- by “endorsing” institutions or organisations which develop good practices (e.g. “sport-friendly schools”);
- by conducting promotional campaigns;
- by strengthening the “sport” dimension within the actions of the European Commission in other fields like health, research, political sciences, etc.

3. Zusammenfassung

Das Europäische Jahr der Erziehung durch Sport

Das Europäische Jahr der Erziehung durch Sport (EJES 2004) ist das bislang letzte in einer Reihe von Europäischen Jahren, die die Europäische Union (EU) seit mehr als einem Jahrzehnt organisiert. Themen der vorangegangenen Europäischen Jahre waren lebenslanges Lernen (1996), Kampf gegen den Rassismus (1997), Sprachen (2001) und Menschen mit Behinderungen (2003).

Leitmotiv des EJES war die Förderung des Sports als Instrument der formalen und nichtformalen Erziehung sowie als gesellschaftlicher Integrationsfaktor.

Zu diesem Zweck hat die Europäische Kommission beschlossen, Initiativen von gemeinschaftlichem Interesse finanziell zu unterstützen und das Thema „Erziehung durch den Sport“ zum Gegenstand von einer europaweiten Kommunikationskampagne zu machen.

Die mit 12,3 Millionen Euro geförderten Maßnahmen fanden in 28 Ländern statt: Neben den 25 EU-Mitgliedstaaten partizipierten die drei EFTA-Länder Norwegen, Liechtenstein und Island am Europäischen Jahr der Erziehung durch Sport.

Evaluierung

Die Auswertung des Europäischen Jahres der Erziehung durch Sport (EJES) erstreckt sich auf die Jahre 2003 (Vorbereitung) und 2004 (Durchführung). Alle 28 Länder nahmen an der vorgenommenen Auswertung teil. Der vorliegende Bericht soll darüber Aufschluss geben, ob die gesteckten Ziele erreicht worden sind und ob nun – nach Ablauf des EJES – Initiativen fortgesetzt oder neue gestartet werden sollten. Nachfolgend werden die Erreichte und die Durchführung der Aktion anhand der folgenden Kriterien bewertet: Relevanz¹⁹, Kohärenz²⁰, Effektivität²¹, Effizienz²² und langfristige Auswirkungen²³.

¹⁹ Relevanz ist die Eignung der erklärten Ziele einer Maßnahme für die Lösung bestimmter gesellschaftlicher oder wirtschaftlicher Probleme.

²⁰ Unter interner Kohärenz wird hier die Stimmigkeit verschiedener Zielrichtungen innerhalb einer Maßnahme verstanden, unter externer Kohärenz die Stimmigkeit zwischen den Zielrichtungen einer Maßnahme und denen anderer öffentlicher Maßnahmen, die mit ersterer in Verbindung stehen.

²¹ Effektivität beschreibt den Umstand, dass die erwarteten Wirkungen eingetreten bzw. die Ziele erreicht worden sind.

²² Effizienz ist dann gegeben, wenn die Wirkungen mit einem vertretbaren Kostenaufwand erzielt worden sind.

²³ Längerfristige Auswirkungen (impact) sind die Folgewirkungen für die direkten Teilnehmer an der Maßnahme nach Abschluss derselben oder auch die indirekten Folgen für andere, die dabei gewinnen oder verlieren können.

Die Evaluierung des EJES begann im Juni 2004 und erstreckte sich über elf Monate. Für das Zusammentragen der Datenmengen wurden parallel verschiedene Techniken angewandt: Es fanden mittelbare und unmittelbare Gespräche mit sämtlichen 28 nationalen Koordinierungsstellen²⁴ und Organisatoren des EJES (Sportreferat der Europäischen Kommission und Kommunikationsgesellschaft) statt. Zusätzlich wurden bei den 161 Zuschussempfängern elektronische Umfragen zu den Sportorganisationen und erzieherischen Werten des Sports sowie eine telefonische Umfragen zu den verschiedenen Zusammenarbeitsformen durchgeführt. Zeitgleich wurden aber auch die über 200 Antragsteller, denen keine Finanzhilfe gewährt wurde, telefonisch befragt.

Das Konsortium, das die Evaluierung durchführte, bestand aus drei Parteien: einer auf die Beurteilung und Konzipierung öffentlicher Maßnahmen spezialisierte Beratergesellschaft (EUREVAL-C3E), einem europäischen Netz von Experten für die Erziehung durch den Sport aus dem Hochschulbereich sowie einer internationalen Gruppe für Marketingstudien und Meinungsumfragen (TNS Sofres).

Der gewählte Evaluierungsansatz ermöglichte eine solide Beurteilung zahlreicher Fragen, jedoch stieß er in einigen Fällen an seine Grenzen. Bei den Auswertungen der verschiedenen Datenerhebungsverfahren kam es – trotz der unterschiedlichen Befragten (Organisatoren, begünstigte ebenso wie nicht bedachte Einrichtungen) – zu sehr ähnlichen Ergebnissen. Auf der EJES-Bewertungskonferenz vom 9. und 10. März 2005 haben die dort anwesenden nationalen Vertreter die Ergebnisse der Erhebungen bestätigt und als zuverlässig eingestuft. Aufgrund des zeitlichen Publizierungsengpasses für den EJES-Abschlussbericht (31. Dezember 2005) musste die Europäische Kommission ungünstigerweise frühzeitig (im Juni 2004) den Beginn der Evaluierung in Auftrag geben. So konnten zwar die Stärken und Schwächen bei der Durchführung des EJES teilweise besser beschrieben werden, die Datenerhebung fand jedoch zu einem Zeitpunkt statt, an dem noch nicht alle Projekte abgeschlossen waren,²⁵ und wenig Zeit für die Bewertung der Folgewirkungen des Europäischen Jahres zur Verfügung stand.

Die wichtigsten Schlussfolgerungen aus der Bewertung

1 Das EJES hat zahlreiche Energien mobilisiert und zu vielfältigen Ergebnissen geführt

Ein unbestreitbarer Erfolg des EJES besteht darin, dass auf die Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen insgesamt 1.643 partnerschaftliche Projektvorschläge bei der Europäischen Kommission eingegangen sind. Davon wurden 161 finanziell gefördert, wovon zehn gemeinschaftliche Projekte waren, d.h. Maßnahmen mit Teilnehmern aus mehr als acht europäischen Ländern. Außerhalb dieses Rahmens sind nochmals sechs wichtige Projekte²⁶ kofinanziert worden, an denen sich teilweise auch andere internationale Institutionen beteiligten. Neben einer Informationskampagne über die erzieherischen Werte des Sports fanden rund 30 Eröffnungs- und

²⁴ Die nationalen Koordinierungsstellen sind von den Teilnehmerstaaten als nationale Ansprechpartner für die Durchführung des EJES 2004 bestimmt worden. Ihre Aufgabe besteht darin, die Öffentlichkeit über die Maßnahmen im Zuge des EJES zu informieren, landesweite Informationskampagnen zu koordinieren und zu veranstalten und sich an der Auswahl der zu bezuschussenden Projekte zu beteiligen.

²⁵ Die Datenerhebung fand zwischen September 2004 und Februar 2005 statt, als einige Projekte noch nicht angefangen hatten oder andere noch nicht abgeschlossen waren.

²⁶ Symposium über die olympische Erziehung, Europäisches Sportforum 2003, Schulsport meets Olympia, European Crossroads, europäische Freiwillige für die Fußball-Europameisterschaft und olympische Bildungsmeister.

Abschlussfeiern anlässlich des Europäischen Jahres statt. Zusätzlich dazu war das EJES bei einem Dutzend internationaler Veranstaltungen präsent (insbesondere bei der Fußball-Europameisterschaft 2004 und den Olympischen Spielen). Abschließend wurden zwei Eurobarometer-Umfragen (eine vor und eine nach dem EJES) zu der Einstellung der Europäer zum Sport durchgeführt.

2 Das EJES ist eine zielführende Initiative

Nach Ansicht der Befragten wurden die Erwartungen der Akteure aus den Bereichen Sport und Bildung in den verschiedenen Teilnehmerländern durch das EJES erfolgreich erfüllt. Die Beiträge des EJES zur Entwicklung europaweiter Netzwerke und Kooperationen, zur Dynamisierung der Projekte, zur Mobilisierung sowie zur Anerkennung des Sportes und seiner erzieherischen Werte sowie – damit verbunden – der Arbeit seiner Akteure entsprechen den geäußerten Bedürfnissen. Trotz der kurzen Dauer von nur einem Jahr und der aus der Sicht der Akteure eingeschränkten Fördermittel, erfüllten die einzelnen Maßnahmen ihren Zweck zur erfolgreichen Gestaltung des EJES 2004.

3 Das EJES ist eine kohärente Maßnahme, die insbesondere Synergien mit den einzelstaatlichen politischen Maßnahmen fördern und schaffen konnte

Interne Kohärenz

Es lässt sich keinerlei „Konkurrenz“ zwischen den verschiedenen Maßnahmentypen des EJES feststellen. Die Informationskampagne, die Feierlichkeiten und auch die Präsenz bei den großen Veranstaltungen haben ganz im Gegenteil zur Sensibilisierung potenzieller Projektträger beigetragen und auf diese Weise Zahl und Qualität der Projektanträge gesteigert. Zur erfolgreichen Durchführung der komplementären, kofinanzierten Projekte haben auch die eigens entwickelten Kommunikationsinstrumente beigetragen.

Externe Kohärenz

Die Synergien zwischen dem EJES und den nationalen bzw. lokalen Maßnahmen auf dem Gebiet der Erziehung durch den Sport sind erwiesenermaßen vorhanden und werden von den verschiedenen Akteuren auch einhellig anerkannt. Das nationale und lokale Handeln ist durch das EJES ergänzt, aufgewertet und dynamisiert worden; das Europäische Jahr hat Möglichkeiten für die Zusammenarbeit und Vernetzung der Akteure geboten (wozu es sonst nicht gekommen wäre), den Austausch bewährter Praktiken ermöglicht und eine nützliche Hebelwirkung entfaltet. Das EJES hat somit einen gemeinschaftlichen Mehrwert geschaffen.

Die Kohärenz mit den übrigen Gemeinschaftspolitiken wird außerdem bei der allgemeinen Kommunikation sichtbar, jedoch weniger bei der Umsetzung der finanziell geförderten Projekte in der Praxis. Andere Gemeinschaftspolitiken, etwa der Kampf gegen das Übergewicht oder die Integration behinderter Menschen, hätten möglicherweise besser mit dem EJES verknüpft werden können.

Die Kohärenz des Europäischen Jahres ist somit hinsichtlich ihrer internen wie ihrer externen Dimension als zufrieden stellend anzusehen. Hervorzuheben ist die Kohärenz mit den nationalen und lokalen Anstrengungen auf dem Gebiet der Erziehung durch den Sport.

4 Die zwei wichtigsten Ziele des EJES sind zufrieden stellend erreicht worden, andere Absichten nur teilweise

Die übergeordneten Ziele des EJES ist es, den Sport als Instrument der formalen und nichtformalen Erziehung sowie als gesellschaftlichen Integrationsfaktor zu fördern. Diese beiden spezifischen prioritären Ziele umfassten einerseits den Ausbau der Zusammenarbeit zwischen den Bildungseinrichtungen und den Sportorganisationen; andererseits die Nutzung der vom Sport vermittelten Werte, um das Wissen und die Kompetenzen zu erweitern, die die Entwicklung körperlicher und sozialer Fähigkeiten ermöglichen.

Dank des EJES konnten zahlreiche verschiedene Projekte unterstützt werden, die zu neuen und dauerhaften Partnerschaften zwischen Bildungseinrichtungen und Sportorganisationen geführt haben (45% der Partner, die eine finanzielle Unterstützung erhalten haben, arbeiteten vorher nicht als regelmäßige Partner zusammen, und in 95% der Fälle – bei der Entwicklung neuer Projekte in fast der Hälfte der Fälle – ist eine Fortsetzung der Partnerschaften über das EJES hinaus geplant). Der Aufbau dieser Netze ist sicherlich der größte Verdienst des EJES.

Mittels der finanziellen Unterstützung der Projekte und der Kommunikationspolitik hat das EJES außerdem dazu beigetragen, dass die erzieherischen Werte des Sports nicht nur unter den Akteuren selbst stärker anerkannt werden, sondern zugleich – wenn auch in abgeschwächter Form – von einer breiten Bevölkerungsschicht. Der Bekanntheitsgrad des EJES in der Öffentlichkeit war gering bis sehr gering. Auch unter den Jugendlichen war er kaum höher, obwohl sie zur Hauptzielgruppe gehörten. Die Botschaft scheint jedoch verstanden worden zu sein, denn die Ansichten der Europäerinnen und Europäer zu den erzieherischen und gesellschaftlichen Werten des Sports hat sich zwischen den zwei Eurobarometer-Umfragen gewandelt. Die von der Europäischen Kommission geförderten Kommunikationsanstrengungen haben trotz eines an sportlichen Ereignissen gefüllten Kalenderjahres (u.a. Olympische und Paralympische Spiele) dazu beigetragen, dass sich die Haltung der Europäer in diesem Bereich geändert hat. Die Europäische Kommission hat mit ihren Kommunikationsmaßnahmen auch die Fachkreise für Erziehung durch Sport erreicht; Ideen und Vokabular des EJES werden von Politikern, Sport- und Bildungsverantwortlichen sowie von Lehre und Forschung übernommen.

Andere mit dem EJES angestrebte Absichten wie die Nutzung des Sports zur gesellschaftlichen Einbindung benachteiligter Menschen, zur Verbesserung des Gleichgewichts zwischen Körper und Geist während des Schullebens, zur Förderung des ehrenamtlichen Engagements oder auch der Schülermobilität sind hingegen vernachlässigt worden. Zwar haben auf diesen Gebieten bisweilen sogar recht innovative Projekte stattgefunden, doch lässt sich bisher nicht sagen, ob sie erfolgreich waren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die Maßnahmen der Europäischen Kommission zur Erreichung der wichtigsten Ziele geführt haben.

5 Das EJES ist eine relativ effiziente Maßnahme, doch hätte die Hebel- bzw. Anschubwirkung größer sein können

Die wichtigsten Ziele des EJES sind mit den zugewiesenen 12,3 Millionen Euro erreicht worden. Angesichts der erhofften Wirkungen, der Zahl der Teilnehmerländer (28), der Kosten für eine europaweite Kommunikationskampagne und der erzeugten Dynamik (1.643 Projektanträge) ist ein solcher Etat letztendlich nicht groß genug.

Die Finanzmittel sind ordnungsgemäß zwischen den verschiedenen Kostenstellen (Kofinanzierung von Projekten, Feierlichkeiten, Kommunikationskampagne, Eurobarometer-Umfragen usw.) aufgeteilt und ordnungsgemäß verwendet worden. Eine geringfügig andere Verteilung der Mittel im Bereich der Kommunikation (weniger Fernsehspots und Broschüren, stattdessen mehr Promotionsartikel) hätte vielleicht zu einer größeren Effektivität geführt.

Jedoch müssen die Knappheit an Humankapital sowie die ungenügende Planung kritisiert werden. Zudem sahen sich die Organisatoren mit der Aufnahme zehn neuer Mitgliedstaaten auf halber Strecke und der Anwendung der neuen Finanzverordnung der Europäischen Kommission einer doppelten Schwierigkeit ausgesetzt.

Durch bessere Planung im Personalbereich sowie in der Organisationsvorbereitung hätten sich die Probleme (insbesondere zeitliche Verzögerungen), die die Informationsverteilung und die Durchführung bestimmter Projekte beeinträchtigt haben, verringern, wenn nicht gar vermeiden lassen können. Die vom EJES ausgehenden Wirkungen wären stärker und die Hebelwirkung, die mit über 7 Millionen Euro schon recht beachtlich war, noch größer gewesen. Bei einer anderen zeitlichen Planung hätten die Teilnehmerstaaten ihre Haushaltsentscheidungen anders ausrichten können.

Als Fazit lässt sich festhalten, dass die Ziele des EJES mit einem vertretbaren Kostenaufwand erreicht worden sind. Die Maßnahmen hätten jedoch bei einem frühzeitigeren Planungsbeginn (bei gleichen Kosten) sowie durch Bereitstellung von mehr Personal eine spürbar größere Wirkung erzielen können.

6 Die langfristigen Auswirkungen des EJES sind schwer abzuschätzen

Wie sich das EJES auswirken wird, lässt sich schwer beurteilen. Zum einen fehlt uns der zeitliche Abstand, zum anderen ist es wegen der verschiedenen Ereignisse und Maßnahmen, die es im Jahr 2004 in den Bereichen Sport und Erziehung durch den Sport stattgefunden haben, nicht immer möglich, im Einzelnen festzustellen, welche Entwicklungen auf das EJES zurückzuführen sind.

Vorbehaltlich dieser Einschränkung dürfte das Europäische Jahr der Erziehung durch Sport dazu beigetragen haben, das öffentliche Bewusstsein in Europa für diese neue Thematik zu schärfen. Für die Akteure des EJES geht es dabei nicht lediglich um die erzieherischen und gesellschaftlichen Werte des Sports. Vielmehr ist deutlich geworden, dass der Sport besser in die formale (schulische) und nichtformale

Erziehung integriert und hierzu die Zusammenarbeit von Erziehungseinrichtungen und Sportorganisationen enger werden muss. Die Einstellung mag sich zwar nicht zuletzt wegen des EJES gewandelt haben, doch steht die langfristige praktische Umsetzung noch aus. Hierbei hofft man auf die Unterstützung der Europäischen Kommission.

Das EJES hatte nebenbei dazu geführt, dass eine ganze Reihe von Akteuren (insbesondere kleinere aus dem nichtstaatlichen Bereich) mit der Europäischen Kommission in Berührung gekommen sind und sich so mit deren Verfahren und Arbeitsweisen vertraut machen konnten (Lerneffekt). Für die Staaten, die der EU im Mai 2004 neu beigetreten sind, war das EJES eine erste und alles in allem positive Gemeinschaftserfahrung auf dem Gebiet der Erziehung durch den Sport.

Empfehlungen für weitere Aktivitäten der Europäischen Kommission im Bereich der Erziehung durch den Sport

1 Nachbereitung des EJES

- Verbreitung der Evaluierungsergebnisse in den Teilnehmerstaaten
- Bekanntmachung vorbildlicher Vorgehensweisen
- Aufzeigen von Perspektiven für abgelehnte, aber dennoch gute Projekte (Kapitalisierung guter Verfahren und Ideen)
- Verknüpfung mit dem Internationalen Jahr des Sports und der Sporterziehung 2005 (von UNO und UNESCO)

2 Ausdehnung der Aktivitäten auf dem Gebiet der Erziehung durch den Sport

- Stärkung der Komponente „Sport“ innerhalb der Aktivitäten der Europäischen Kommission auf den Gebieten ehrenamtliche Tätigkeit und nichtformale Erziehung
- Fortsetzung der Überlegungen mit den Mitgliedstaaten über eine Intensivierung der Mobilität von Studierenden durch Veranstaltung von sportlichen und kulturellen Begegnungen
- Einleitung strukturierter Gespräche (Konferenzen, Arbeitsgruppen u.ä.) mit der Welt des Sports und den Mitgliedstaaten über die Rolle des Sports bei der gesellschaftlichen Integration benachteiligter Bevölkerungsgruppen
- Beratungen mit den Mitgliedstaaten über einen höheren Stellenwert des Sports in den Schulen
- Fortsetzung der Kooperationsbemühungen mit den Bildungs- und Sportministerien

3 Vorbereitungen für eine eventuelle europäische Sportpolitik

- Aufbau eines europäischen Netzes, bestehend aus Bildungseinrichtungen, Sportorganisationen und öffentlichen Stellen
- Finanzielle Förderung von Projekten
- Informationen über den europäischen Sport, z.B. alle drei Jahre eine Eurobarometer-Umfrage oder Schaffung einer europäischen Beobachtungsstelle für die Erziehung durch den Sport
- Auszeichnung vorbildlicher Einrichtungen oder Organisationen (etwa „Die sportlichen Schulen“)
- Durchführung von Kommunikationskampagnen
- Stärkung der Komponente „Sport“ innerhalb der anderen Aktivitätsbereiche der Europäischen Kommission (Gesundheit, Forschung, Sozialpolitik, etc.)